

LE 8^e CONGRÈS DU SYNDICAT C. G. T. RENAULT

Le Congrès du Syndicat CGT-Renault s'est tenu les 1^{er} et 2 mars. Malgré une représentation réduite (80 à 100 délégués au gré des séances pour 4.000 syndiqués... et un effectif de 35.000 ouvriers dans l'usine) ou peut-être à cause de cela, de cet écart à combler entre les masses et les militants, la plupart des interventions des délégués marquèrent un effort pour trouver une réponse aux difficultés de mobiliser les ouvriers.

Ce Congrès fut critique, non conformiste, en ce sens que chacun ne fit que constater notre retard sur tous les problèmes: La lutte pour la paix en Algérie est insuffisante! Il n'y a pas de revendications unificatrices! Nous devons améliorer notre conception du syndicat si nous voulons y accueillir tous les ouvriers et qu'ils s'y sentent chez eux.

En cela ce Congrès marque une rupture avec les traditionnels compte-rendu d'activité des Congrès d'antan, ce que Gensous, de la Fédération des Métaux, ne put que souligner dans ses conclusions.

De même, l'ordre d'importance des questions se trouva considérablement modifié par la place qu'y occupa la guerre d'Algérie, sur le même plan que l'unité, thème choisi par la direction de la C.G.T., et le rédacteur de « l'Humanité » du 3 mars rendant compte de ce Congrès, muet sur les critiques des camarades algériens que la majorité des délégués français trouvait parfaitement fondées.

A la question: « Faisons-nous suffisamment pour l'Algérie? », des délégués, Algériens en particulier, répondirent sans ambages non. L'un d'eux s'exprima ainsi: « Les Algériens ont toujours participé aux luttes, aux côtés des travailleurs français. Ils attendent la réciprocité. Il faut des actions plus fortes ». Un autre parla avec regret de l'Algérie incomprise de la masse des travailleurs français et réclama une action plus importante au lieu de petites manifestations qu'il modifia de « sporadiques et nonchalantes ».

Un autre, très émouvant, interrompit son exposé sur la lutte du peuple algérien, au moment des massacres du Constantinois de 1945 en disant, la voix cassée: « J'arrête, car je serais trop dur avec vous. » Ce même camarade algérien réintervenait le lendemain, s'excusait de sa « dureté de la veille » et saluait la prise de position de la CGT et l'attitude des travailleurs communistes. Il ajoutait seulement que tout le nécessaire n'est pas fait, qu'il y a souvent une absence de solidarité concrète de la part des travailleurs français. Il préconisa la création de Comités d'union entre travailleurs des deux pays et demanda aux camarades français de ne pas hésiter à aller vers les travailleurs algériens, à leur tendre la main, à les aider, car « beaucoup ont tendance à mettre tous les Français dans le même sac ».

Aucune intervention de délégué français ne pouvait s'opposer à ce qui n'était qu'un réquisitoire contre la carence des organisations ouvrières françaises sur ce problème. Tous les délégués sentaient que les critiques des camarades algériens étaient fondées.

Plusieurs délégués français soulignèrent l'importance de cette question devant laquelle les sections syndicales restent assez insouciantes. L'un d'entre eux fit un réquisitoire violent contre le racisme qui donne une idée fautive, déformée du peuple algérien. Il mit les camarades en garde contre « toute attitude paternaliste envers les Algériens ».

Tous les délégués estimèrent nécessaire de po-

pulariser les exemples des Liechti et Létouart encore trop peu connus ou encore de faire connaître les exemples de solidarité concrète comme celui des forges-fonderies où, ouvriers français et algériens empêchèrent en fait la police d'arrêter un camarade algérien.

Une proposition fut également faite de participer au Rassemblement national convoqué par les « 111 personnalités » mais aussi de profiter de cette journée pour s'unir aux peuples d'Asie et d'Afrique qui, le 30 mars, manifesteront contre la guerre d'Algérie.

Un autre délégué fut applaudi vigoureusement quand il déclara notre solidarité-inconditionnelle avec le peuple algérien en lutte pour son indépendance et que chaque victoire du peuple algérien était notre victoire à tous.

Aucune intervention n'évoqua la défense des « intérêts légitimes de la population européenne » comme le fait la consultation du Mouvement de la Paix, ni même le soi-disant « intérêt national », la nécessité des « liens », des « relations économiques », etc... Tous ces délégués parlaient le seul langage authentiquement révolutionnaire, celui de la solidarité prolétarienne.

Sur les revendications et les luttes

Dans son rapport d'ouverture, Linet s'étendit complaisamment sur les luttes de l'usine en 1957; Gensous dans son discours de clôture fut plus nuancé, faisant allusion au « redémarrage trop lent » après le 25 octobre et observant « qu'une revendication importante suppose une action importante », et souligna les répercussions heureuses que peuvent avoir les mouvements d'une corporation sur d'autres. Cependant, Gensous resta muet sur ce qui pourrait favoriser la coordination de ces luttes, c'est-à-dire en commençant par l'unification des revendications, la réalisation d'une plateforme commune.

Un délégué, faisant allusion à l'organisation déplorable de la lutte le 25 octobre, tira la juste leçon qu'il ne fallait pas appeler à rester chez soi (ce qui fut la tactique du syndicat en cette circonstance). Mais ce que ce délégué et d'autres soulignèrent, c'est l'absence quasi totale de revendications élaborées. Il était impérieux de formuler des revendications susceptibles de mobiliser ensemble des travailleurs de la Régie.

De multiples délégués proposèrent: la réduction des écarts de salaires que le patronat favorise par sa politique d'augmentation en pourcentage; la diminution du nombre des catégories professionnelles. Le délégué de l'Artillerie réclamant une nouvelle grille hiérarchique resserrée se fit l'écho d'ouvriers de son atelier qui reprochent à la C.G.T. d'avoir dérogé à ceci dès 1945. Un autre remarqua que la position du

syndicat à propos du problème de la hiérarchie est précisément... de ne pas en avoir. D'autres constatèrent qu'il fallait en finir avec la confusion, le manque de clarté, voire les contradictions entre les revendications déposées dans tel ou tel département et qu'il devenait urgent de chiffrer les augmentations à réclamer, les 45 francs de l'heure étant le plus souvent avancés. Un délégué insista beaucoup sur la parité des salaires entre usines, d'abord chez Renault à Flins et Billancourt pour une coordination effective.

On parla assez peu des luttes par catégories tant la recherche d'une position commune à toutes les catégories est répandue. Aucune allusion ne fut faite aux 160 fr. de l'heure du Bureau confédéral, tant ce chiffre dérisoire ne souleva aucun écho parmi les travailleurs.

Sur l'unité syndicale

Le débat fut soulevé par les délégués de la 4 CV. L'un présenta des griefs à l'encontre de certaines prises de position de la CGT et cita en particulier, à propos des événements de Hongrie, l'agenda de la V.O. 1958, adoptant une position contraire à celle définie par la CGT en octobre 1956. Il précisa qu'il était contre l'apolitisme dans les syndicats et que, dans des problèmes tels que la guerre d'Algérie, qui font l'unanimité des syndiqués, la CGT se devait de prendre position. Par contre, sur des problèmes politiques, qui peuvent susciter des divergences, il était nécessaire de s'abstenir si l'unité ne peut se réaliser. Il insista pour que le syndicat tienne « un langage syndical, et non celui d'un parti politique » (et de citer également l'affaire yougoslave où la brutale exclusion des syndicats yougoslaves avait été plutôt... malencontreuse!).

Un autre délégué de la 4 CV fit remarquer que le seul fait d'appeler à l'unité ne nous fera pas progresser si la CGT demeure telle qu'elle est. Tout en déclarant ne pas approuver l'ensemble des positions de Lapeyre, Pastre, Forestier, il suggéra que nous pourrions prendre part à la discussion, apporter des modifications que nous jugerions utiles à l'appel qu'ils ont lancé dernièrement. Poperen, secrétaire syndical, demanda le rejet de cette proposition, l'appel de Pastre, Lapeyre étant « discriminatoire à l'égard du PC et des chrétiens » et proposa comme bases de discussion celles du 31^e Congrès de la CGT, en spécifiant néanmoins qu'en cours de discussion toutes les questions soulevées pourraient être débattues. Gensous devait préciser que le débat sur la réunification qui commence à se dérouler dans le pays se fait sur des bases diverses (il cita Saint-Nazaire où Malnöe, secrétaire FO, s'est prononcé sur les bases Lapeyre, Firminy, etc...). Il ne suggéra, dans l'immédiat, d'entamer le débat sur des bases concrètes, chez Renault, et qu'en cours de discussion on verrait. Il fut décidé d'organiser prochainement dans l'usine une demi-journée d'études sur les problèmes posés par l'unité syndicale.

Il est évident que tant les questions posées par les délégués que la manière de les aborder témoignent du souci de lier davantage l'organisation syndicale aux travailleurs. C'est en élargissant le débat à la classe ouvrière toute entière, en favorisant l'expression démocratique des points de vue exprimés par les ouvriers, en se faisant l'écho de leurs luttes, de leurs aspirations par l'organisation de conférences réunissant tous les ouvriers que peut s'ouvrir la perspective des grandes luttes d'ensemble. L'« apathie » des ouvriers, expression de leur incompréhension de la politique de leurs organisations, ne sera surmontée, chez Renault et ailleurs, qu'à ce prix.

ABONNEZ-VOUS

à « La Vérité des Travailleurs »
bi-mensuelle à 12 pages

— 6 mois: 12 numéros .. 400 fr.
— 1 an: 24 numéros 800 fr.
— Sous pli fermé, respectivement. 800 et 1.600 fr.

Réglez par mandat:

C.C.P. 6965-68 Paris

64, rue de Richelieu, Paris-2^e.